

Contre la concurrence déloyale des importations

AGRICULTURE.

Les produits agricoles importés devraient respecter les mêmes normes environnementales que ceux produits en Métropole, pour éviter toute distorsion de concurrence, réclame la filière française.

Les produits alimentaires importés dans l'Union européenne ne respectent pas toujours les mêmes normes que celles appliquées dans l'UE, souvent plus contraignantes, relève la Fondation Nicolas Hulot et l'interprofession dans un rapport rédigé avec l'institut Veblen. Ils demandent un règlement européen sur les importations pour introduire des mesures-miroirs, ou clauses-miroirs, « c'est-à-dire de règles environnementales aux produits importés sur le territoire européen équivalentes à celles en vigueur dans l'UE », selon un communiqué. Cette réforme est « à porter dès maintenant pour une adoption en 2022, à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne », soulignent les trois organismes. « Des denrées entrent sur le territoire européen de manière légale mais sans correspondre aux critères environnementaux de traçabilité et de bien-être animal », a dénoncé Samuel Léré, de la Fondation Nicolas Hulot, lors d'une conférence de presse en ligne. Il s'agit de « répondre à un triple enjeu : la sécurité alimen-



Rassemblement d'agriculteurs sur la place de Jaude, à Clermont-Ferrand, lors d'une manifestation en soutien à leur filière.

Photo Thierry Zoccolan/AFP

taire, la crise environnementale et pouvoir rémunérer les agriculteurs et les éleveurs », a-t-il poursuivi. Il s'agit aussi d'éviter « un abaissement des normes » au sein de l'UE et au contraire d'inciter les partenaires commerciaux de l'Europe à s'aligner sur des standards plus élevés en termes de pesticides, de bien-être animal et d'exigence sociale, explique Samuel Léré. La FNH, Interbev et l'institut Veblen ne sont pas opposés au commerce international, mais « les trois organisations défendent une régulation de la mondialisation qui mette le commerce international au service de la transition agroécologique et d'une juste rémunération des agriculteurs en Europe, tout comme chez nos partenaires », expliquent-elles dans le communiqué. La France est le premier producteur européen de viande bovine, « avec un modèle d'exploitation familiale, un modèle

herbager » où les vaches mangent majoritairement de l'herbe, a fait valoir Marine Colli, d'Interbev, lors de la conférence de presse.

«DEUX POIDS DEUX MESURES»

« Ni la France ni l'Europe ne nous donnent les moyens de protéger ce modèle. Au contraire, on nous laisse nous confronter de manière frontale à des modèles complètement différents au niveau mondial », avec des fermes usines ou des animaux sont nourris aux farines animales, a-t-elle regretté. Les trois organisations prennent deux exemples concrets pour illustrer les problèmes causés selon elles par la situation actuelle « du deux poids deux mesures », avec la lentille et la viande bovine. « Moins chère et bourrée de pesticides interdits en Europe, la lentille canadienne supplante petit à petit les lentilles européennes », déplorent-elles. Dans le

cas de la viande bovine d'aloïau, « les accords de libre-échange déjà conclus ou en cours de négociation, supposeraient l'importation supplémentaire de 200 000 tonnes de viandes américaines, canadiennes et brésiliennes », à un prix moins élevé, selon Interbev. Avec à la clé 50 000 emplois menacés, selon l'interprofession. La différence de coût de production de cette viande s'explique par le recours à des farines de sang et de gélatine pour nourrir les ruminants, selon le rapport, ou encore l'absence de réglementation pour le transport des animaux au Brésil. « La non-réciprocité de l'exigence de normes sanitaires pour les produits importés accentue les risques sanitaires pour les consommateurs européens », avec l'absence de traçabilité des animaux de leur naissance à l'abattoir, s'inquiètent les trois organisations.

Laure Fillon/AFP

À NOTER

> **Climat.** Plus de 7 000 amendements ont été déposés par les députés pour l'examen du projet de loi climat, dans l'hémicycle, à partir de lundi, avec des élus de la majorité qui espèrent des « avancées » sur certains sujets comme les passoires thermiques.

> **Politique.** De LFI jusqu'au RN et jusqu'au président de la République, l'ensemble de la classe politique a condamné l'intrusion, jeudi, de militants d'extrême droite au conseil régional d'Occitanie. Plusieurs responsables de LFI et d'EELV y ont vu au contraire le résultat des thèmes développés récemment par l'exécutif.

> **Sécurité sociale.** La Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), organisme public chargé de combler le « trou de la Sécu », a remboursé 16,1 milliards d'euros en 2020, un peu plus que prévu dans le dernier budget voté. La Covid-19 a plongé la Sécurité sociale dans un déficit abyssal l'an dernier (-39 milliards d'euros) mais la dette a été remboursée envers et contre tout.

> **Violences sexuelles.** Le Sénat à majorité de droite a donné un large feu vert jeudi, en deuxième lecture, à un texte renforçant la protection des mineurs face aux violences sexuelles, malgré un débat sur la clause dite « Roméo et Juliette ».

> **Agressions.** Six mineurs ont été mis en examen, mercredi, à Bastia, pour « violences aggravées » sur un adolescent qu'ils sont accusés d'avoir roué de coups lors d'une agression filmée par une caméra de vidéosurveillance et diffusée sur les réseaux sociaux, a-t-on appris de sources concordantes.

— Cinq mineurs soupçonnés d'avoir abusé sexuellement de deux adolescentes de 14 et 15 ans à Nîmes, ont été mis en examen pour « viols en réunion » et placés en détention provisoire, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

> **Racisme.** Ce sont cinq jeunes bien sous tous rapports. L'un rêve de devenir policier ou magistrat, l'autre est à Sciences Po ou en école d'ingénieur... Pourtant, ils étaient mercredi devant un tribunal pour avoir appelé à la haine à l'encontre de la communauté asiatique sur le réseau Twitter.

À Paris, la place de la République redevient un camp pour exilés

IMMIGRATION. Les tentes ont ressurgi, jeudi soir, sur la place de la République, en plein cœur de Paris, à l'initiative de plusieurs associations venues en soutien aux personnes exilées, près de quatre mois après une opération similaire qui s'était achevée par une intervention musclée de la police. « On revient place de la République parce que c'est un lieu symbolique et aussi parce que depuis la dernière action, rien n'a vraiment changé, il y a toujours autant de gens dans la rue », a expliqué Kerill Theurillat, responsable parisien d'Utopia 56, une des associations à l'initiative de l'opération. Sur la place, ils sont environ 350, principalement originaires d'Afghanistan et

d'Afrique subsaharienne, à dresser les tentes dans une ambiance détendue. Environ 400 ont été déployées juste avant le début du couvre-feu. Non loin de là, la police est restée discrète. Tresses rouges, vêtue d'un blouson en similicuir, Sandrine, une Ivoirienne de 33 ans, est arrivée en France il y a un an pour des raisons de santé et dans l'espoir d'« avoir une vie meilleure ». « Je suis à la rue, j'ai squatté à droite à gauche mais ces derniers temps, je suis dehors et j'ai failli me faire violer deux fois. Ce sont des expériences traumatisantes... J'essaye de m'intégrer mais en étant une femme, seule, dehors, c'est risqué et difficile », regrette-t-elle. « Je dors parfois dans la rue ou alors je sous-loue

un lit 250 euros. On est venus en France pour une vie meilleure mais on est à la rue », témoigne à son tour Safai, un Afghan de 24 ans qui a obtenu le statut de réfugié il y a deux semaines. « Sans toit, sans sommeil, ma vie est bloquée ». L'action a été lancée à l'occasion de la « Nuit de la solidarité », une opération de recensement des sans-abri dont les associations ont profité pour « demander leur hébergement immédiat, stable et décent », selon leur déclaration commune. Les occupants de la place de la République ont prévenu, jeudi soir, qu'ils resteraient « pacifiquement sur place jusqu'à la mise à l'abri de toutes les personnes sans-abri présentes ».

Shahzad Abdul/AFP



Quelque 300 tentes sont installées sur la place de la République lors d'une nuit de Solidarité. Photo Thomas Samson/AFP